

Cérémonies émouvantes dans toutes les communes de France et bien sûr belle inauguration du monument aux morts en OPEX avec un magnifique discours du président de la République.

Rappelons cependant quelques vérités qui ont conduit à la construction de ce monument au bout de huit ans :

- Le général Bernard Thorette, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, et le ministère voulaient l'installer aux Invalides. Les riverains, la mairie du 7e arrondissement, puis les architectes des bâtiments de France s'y sont vigoureusement opposés.
- La Ville de Paris a refusé de cofinancer ce monument. La mairie était pourtant bien présente au premier rang aujourd'hui. Ce sont finalement les armées qui ont financé.

Comme le rappelle Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État aux Anciens combattants, lors d'un entretien au Figaro ce 11 novembre :

« En 2017, j'ai trouvé une situation figée parce que le montage n'était pas le bon. J'ai voulu donner une perspective de réalisation. J'ai donc proposé à la maire de Paris une autre solution administrative et juridique plus simple : que la Ville de Paris accorde une autorisation d'utilisation du domaine public de 90 ans, qu'elle délègue la maîtrise d'ouvrage et qu'en conséquence notre ministère prenne en charge le financement. C'est-à-dire 1,2 million d'euros. La maire a accepté et les votes nécessaires ont eu lieu au début de l'été 2018. »

Il faut donc rappeler ce double discours de ceux qui apprécieraient uniquement les armées en façade et dont les actes ne sont pas conformes à ce soutien apparent. Le président de la République, la ministre des armées et la secrétaire d'état aux Anciens combattants ont été à la hauteur des attentes des militaires et de leurs familles.

Tout n'est cependant pas gagné quand on entend sur Cnews ce 11 novembre Gaspard Gantzer, ancien conseiller « *communication* » de François Hollande. Ce candidat à la mairie de Paris évoque le sous-lieutenant Eugénie-Djendi, opératrice radio parachutée par les Services spéciaux français, résistante, déportée et exécutée à Ravensbrück en janvier 1945. Cette jeune femme a donné son nom au square qui a accueilli le nouveau monument.

Que dit-il ? Que ce sous-officier est mort en se battant « *pour la paix* ». Non. Elle se battait contre les Allemands et pour la défaite de l'Allemagne, ce qui est différent.

Ces « *jeunes brillants* » n'ont pas compris grand-chose et transforment la réalité d'hier au profit de leur idéologie d'aujourd'hui.

Pour conclure, je vous livre mon discours délivré à plusieurs reprises ce matin du 11 novembre en tant que président de la section locale de l'Union Nationale des Combattants.

.*.

Monsieur le Conseiller départemental

Monsieur le Maire

Mesdames et messieurs les élus,

Chers enfants, parents et enseignants,

Chers camarades ayant servi ou servant la France sous l'uniforme, d'active, de réserve,
anciens combattants

En ce jour de la Saint-Martin, saint patron des militaires (1), nous sommes rassemblés aujourd'hui comme les Français qui se réunissent ce 11 novembre devant le Monument aux Morts de leur ville ou de leur village. Cette commémoration vise à honorer depuis 2012 tous ceux qui ont perdu leur vie au service de notre Patrie, de la Nation, de la France.

À Paris, le monument aux morts en opérations extérieures est aussi inauguré ce jour. Il témoigne de la reconnaissance de la Nation envers le sacrifice ultime des combattants engagés depuis 1963 sur les différents théâtres d'opérations.

Il a pris place au cœur du parc André-Citroën, à Paris, dans le jardin « *sous-lieutenant Eugénie-Djendi* », opératrice radio parachutée par les Services spéciaux français, résistante, déportée et exécutée à Ravensbrück en janvier 1945.

En effet, l'engagement a un prix. 549 noms de militaires morts pour la France sur 17 théâtres d'opérations extérieurs depuis 1963 sont désormais inscrits sur ce monument.

Ce monument est aussi le symbole de l'engagement militaire de la France dans le monde, pour défendre nos intérêts, participer à la résolution des crises sur la scène internationale et assurer notre sécurité y compris en France.

Comme l'a rappelé récemment le général Lecointre, chef d'état-major des armées : « *C'est aussi un monument pour dire que nous sommes en guerre* », « *en guerre contre le terrorisme* ».

Ces morts nous rappellent que la France s'est faite et se fait encore à coups d'épée.

Hier, il s'agissait parfois de conquérir, plus souvent de défendre un patrimoine territorial, matériel, intellectuel et moral. Aujourd'hui, le sacrifice de ces soldats sur cette ligne de front éloignée et immense qui s'étend du Moyen-Orient au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest, est l'expression cruelle d'un long combat contre l'islamisme radical et ses actions terroristes qui menacent nos valeurs et notre mode de vie.

Hier comme aujourd'hui, par le sang versé, tous ces combattants dont nous honorons la mémoire ont défendu les valeurs de la France. « Morts pour la France » signifie qu'ils ne sont pas morts pour rien mais pour que nous vivions en sécurité.

Pourtant, soyons vigilants. Il y a juste un siècle, l'Allemagne vaincue préparait clandestinement son armée pour une guerre de revanche. Nos alliés puis nous-même avons permis par nos faiblesses l'émergence d'Etats totalitaires et militaristes et le retour de la guerre.

Hier comme aujourd'hui, face à un ennemi connu, tout manque de vigilance, toute faiblesse peut contribuer à l'émergence de menaces sur la sécurité de la France et celle des Français.

Doit-on pour autant oublier le souvenir de la Première guerre mondiale et des sacrifices de nos anciens ? Non.

Sans aucun doute, leur terrible engagement ne doit pas être retiré de nos mémoires. Nos anciens font partie d'une longue chaîne de combattants qui, avant eux, avec eux, et après eux, a permis à la France d'être protégée et d'être respectée.

Chaque citoyen doit donc se remémorer aujourd'hui ces sacrifices passés successifs qui appartiennent à notre histoire nationale.

L'Union nationale des combattants composée de 180 000 adhérents est étroitement liée à cette transmission. Elle a été créée 15 jours après le 11 novembre 1918 par Georges Clemenceau, le *Tigre*, et par le père Daniel Brottier, aumônier militaire, titulaire de cinq citations, bienfaiteur des Orphelins Apprentis d'Auteuil. Le père Brottier sera béatifié en 1984 par le pape Jean-Paul II.

L'Union nationale des combattants a eu et a toujours vocation à accueillir les anciens combattants, les veuves et les orphelins de guerre, à perpétuer la mémoire des combattants. Elle a depuis élargi sa mission à la défense des intérêts de tous ceux qui portent l'uniforme au service de la France ainsi que de leurs proches.

Pour conclure, ce 11 novembre rappelle que chaque citoyen doit se sentir concerné par ce devoir de Servir notre pays, y compris par le service des armes de la France.

Je vous remercie.

(1) Saint-Martin est aussi devenu le saint patron des commissaires des armées et des policiers